



**Glauser Fritz, Grandgirard Pierre-André**

Non au sacrifice de notre agriculture

Cosignataires : 52

Déposée le : 12.12.2017

Acceptée le : 14.12.2017

Destinataires : Conseil d'Etat fribourgeois et Chambres fédérales

Transmission le : 14.12.2017

**Texte accepté par le Grand Conseil  
79 voix pour / 1 contre / 5 abstentions**

**Dépôt et développement**

Le Conseil fédéral veut faire de l'agriculture une monnaie d'échange en ouvrant encore davantage les marchés. C'est ce qu'il esquisse dans la *Vue d'ensemble de l'évolution de la politique agricole 2022+* qu'il vient de publier.

La compétitivité visée par le Conseil fédéral restera un vœu pieux tant que le niveau de coût sera nettement supérieur en Suisse. Aujourd'hui déjà, les exploitations agricoles ne peuvent pas lutter à armes égales face à la concurrence étrangère et ne peuvent pas non plus délocaliser leurs productions. Ainsi, la protection douanière reste un instrument essentiel et indispensable pour permettre à notre agriculture de remplir les prestations que l'on attend d'elle en matière de préservation des ressources, de qualité ou encore de protection des animaux. Sa suppression représenterait un affaiblissement fatal pour tout le secteur agroalimentaire. En effet, la vision du Conseil fédéral provoquerait un nivellement par le bas, y compris pour nos produits phares, et une précarisation encore plus marquée du secteur, sans que le consommateur n'y gagne quelque chose au final.

Si l'agriculture est menacée en première ligne, nous le sommes également en tant que consommateurs. Pour rappel, le 24 septembre dernier, l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution était soutenue par 85,2 % de la population fribourgeoise et par 78,8 % de la population suisse. Le rapport du Conseil fédéral bafoue et ignore cette volonté populaire de garder la main sur notre alimentation.

Face aux défis en termes de durabilité que doit relever notre agriculture, vouloir ouvrir les marchés, comme l'entend le Conseil fédéral, relève d'une équation impossible visant à concilier davantage de concurrence économique et de prestations environnementales.

Les familles paysannes attendent de la stabilité. Ce qui leur est demandé aujourd'hui est déjà suffisamment exigeant pour ne pas compliquer la donne par une politique agricole désastreuse. Avec l'ouverture des frontières, l'affaiblissement de l'agriculture aurait aussi des conséquences sur de nombreuses entreprises agroalimentaires situées en amont et en aval. L'importance économique de ce secteur pour notre canton est également reconnue.

Le Grand Conseil fribourgeois demande au Conseil d'Etat ainsi qu'aux Chambres fédérales de s'opposer fermement à la stratégie sournoise du Conseil fédéral. Des ajustements peuvent être apportés à la politique agricole actuelle mais, en aucun cas, en sacrifiant notre agriculture sur l'autel du libéralisme.

—